



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 07/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BC GRANULATS**

66 rue du Béarn  
Zone Industrielle  
54400 Cosnes-et-Romain

Référence : GK/NW/765\_2024  
Code AIOT : 0003012271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement BC GRANULATS implanté Lieu-dit Bois de la taille - 54870 Cons-la-Grandville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure n° 2023-801 du 16/10/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BC GRANULATS
- Lieu-dit Bois de la taille - 54870 Cons-la-Grandville
- Code AIOT : 0003012271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'Arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 portant autorisation environnementale au titre du défrichement et de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville au lieu-dit « Bois de la Taille » par la société BC GRANULATS.

### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de l'arrêté de mise en demeure n° 2023-0801	Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 1	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 3.1.4	Sans objet
4	Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 4.1.2	Sans objet
5	Accès et signalisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 8.1.1	Sans objet
6	Mesures d'évitement - Création de mares	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les opérations demandées.  
La mise en demeure peut être levée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'arrêté de mise en demeure n° 2023-0801 du 16/10/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en demeure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société BC Granulats, dont le siège social est sis 66 rue du Béarn - 54400 Cosnes-et-Romain, est mise en demeure dans le cadre de l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires située sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville, de respecter strictement les prescriptions imposées par les articles 2.3.6, 3.1.4, 6.1.9, 8.1.1 et 9.1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 et de l'article L. 541.3 du code de l'environnement, notamment dans le délai maximal de 2 mois à compter de la date de notification de la présente injonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en transmettant à l'inspection des installations classées un exemplaire du plan d'exploitation et ses annexes mis à jour depuis moins d'un an (article 2.3.6) ;</li> <li>• en réalisant une aire étanche permettant le ravitaillement, l'entretien, le lavage et le stationnement des engins de chantier. Dès réalisation, des photographies de ces aménagements seront transmises à l'inspection des installations classées (article 3.1.4) ;</li> <li>• en transmettant à l'inspection des installations classées un exemplaire du plan de gestion des déchets d'extraction (article 6.1.9) ;</li> <li>• en clôturant efficacement son site et en installant une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise ; en plaçant des pancartes signalant le danger le long des chemins d'accès aux abords des travaux ; en plaçant des panneaux « chantier interdit au public » sur les voies d'accès.</li> </ul> <p>Dès réalisation, des photographies de ces aménagements seront transmises à l'inspection des installations classées (article 8.1.1) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en aménageant la première mare correspondant à la phase 1 selon les prescriptions de l'article 9.1.1.1.</li> </ul> <p>Dès réalisation, des photographies et une cartographie de l'emplacement des mares seront transmises à la DDT et à la DREAL lors de leur mise en place ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en évacuant les souches, considérées comme des déchets et déposées dans le domaine forestier adjacent (hors du périmètre de l'installation). Un dossier comprenant des photographies des opérations menées, accompagné des justificatifs de la destination finale des déchets dûment signés par le(s) responsable(s) des installations destinataires</li> </ul>

sera transmis à l'Inspection dès réalisation (article L. 541-3).
<b>Constats :</b>  Par courriel du 5 mars 2024, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets ainsi qu'un plan d'exploitation et phasage mis à jour et datés du 1 <sup>er</sup> septembre 2023. Lors de la visite du 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un piquetage en vue de la réalisation de la première mare, la réalisation du terrassement en vue de la mise en place de l'aire étanche, les travaux en cours de mise en place de la clôture du site et des pancartes nécessaires ainsi que l'évacuation des souches du domaine forestier adjacent. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriels du 11 et 30 avril 2024, les éléments complémentaires détaillés dans les points de contrôle suivants et permettant de lever la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ;</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures...) ;</li> <li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li> <li>• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li> </ul> Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière (ou au siège administratif de l'entreprise) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 30 avril 2024, l'exploitant a transmis deux plans, mis à jour le 26 avril 2024, présentant l'ensemble des éléments prescrits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Aire étanche

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement, l'entretien, le lavage et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, munie d'un décanteur-séparateur à hydrocarbures équipé d'un dispositif d'obturation automatique, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 11 avril 2024, l'exploitant a transmis les fiches techniques de la cuve de décantation de 1 000 litres, de la vanne d'isolement et du débourbeur-séparateur hydrocarbure à obturation automatique ainsi que les photographies de la mise en place de ces équipements reliés à l'aire étanche. Ces équipements intervenant dans la gestion des eaux sont reportés sur le plan d'exploitation objet du point précédent et qui présente également un schéma de leur raccordement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Rejet dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des eaux et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement normalisé. Ces dispositifs de rejet sont aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"><li>• réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;</li><li>• ne pas gêner la navigation ;</li><li>• permettre l'accès aux points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet, notamment pour faciliter l'amenée des matériels ;</li><li>• permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</li></ul> (...)
<b>Constats :</b>  Par courriel du 11 avril 2024, l'exploitant a transmis les photos montrant la mise en place d'un regard de prélèvement pour les analyses d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Accès et signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité publique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise. L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille doit être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. En dehors de la présence du personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.
<b>Constats :</b>  Par courriels du 11 avril et 30 avril 2024, l'exploitant a transmis des photos montrant la mise en place d'une barrière mobile, ainsi que la finalisation de la mise en place d'une clôture et des pancartes nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Mesures d'évitement - Création de mares

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Faune et flore
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un minimum de 3 mares de sauvegarde pour les amphibiens sont mises en place dans le délaissé périphérique selon les modalités suivantes : pour les phases 1, 2 et 3, une mare est créée à proximité de la zone à extraire avant les travaux de défrichement et de décapage. Chaque mare a une profondeur minimum d'1,5 mètres et présente des pentes douces. Deux mares ont une surface minimum de 150 m <sup>2</sup> et une mare d'une surface minimum de 300 m <sup>2</sup> . Le fond des mares est imperméabilisé par une membrane, recouvert de limon. Ces mares sont agrémentées de végétaux aquatiques (essence locale). Elles sont conservées dans le réaménagement du site. Une cartographie de l'emplacement des mares est fournie à la DDT et à la DREAL lors de leur mise en place. Les mares font l'objet d'un suivi tous les 5 ans par un écologue compétent jusqu'à la remise en état finale du site. En cas d'entretien de la végétation, les interventions ont lieu pendant la période septembre-octobre. Chaque suivi fait l'objet d'un rapport qui est transmis à la DDT et à la DREAL.
<b>Constats :</b>  Par courriels du 11 avril et 30 avril 2024, l'exploitant a transmis des photos montrant la mise en place d'une première mare correspondant à la phase 1 en cours. Ces photos montrent la mise en place de la membrane puis de la couverture de limon et les végétaux plantés. Cette mare d'une surface de 150 m <sup>2</sup> est indiquée sur les plans transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite